



**Dans un communiqué daté du 22 novembre 2017, le SPIIL – Syndicat de la Presse Indépendante d’Information en Ligne – dresse une liste de propositions pour « sauver le pluralisme » de la Presse locale et s’attaque avec virulence à la Presse en Région. Les éditeurs de Presse en Région ont souhaité prendre la parole pour rappeler ce que sont leurs entreprises, leurs journaux, leurs missions et leur modèle économique. Ils partagent avec le SPIIL une volonté quotidienne et historique de contribuer au pluralisme de la Presse. Un pluralisme qui ne se bâtit pas en opposant ceux qui y contribuent.**

### ***Toujours plus de lecteurs et le défi du modèle économique de demain***

Avec 20 millions de lecteurs par jour – 18 millions sur le journal imprimé, 2 millions sur le numérique - et 26 millions de visiteurs uniques en moyenne par mois, soit 48,8% de la population française<sup>1</sup>, la Presse en Région n’a jamais été autant lue. Contrairement aux idées reçues, nos journaux ne sont confrontés ni à une « perte de lectorat », ni à un désaveu de leurs lecteurs.

Les difficultés rencontrées aujourd’hui par la Presse en Région sont d’un autre ordre : elles concernent son modèle économique et le défi de la monétisation de ses contenus, dans un univers numérique où la culture du « tout gratuit » s’est imposée. En 2016, le revenu par visiteur unique sur les sites des journaux était inférieur de 94% au revenu issu d’un exemplaire papier vendu<sup>2</sup>. On mesure là le défi que doit relever la Presse en Région, historiquement structurée autour de l’activité imprimée.

Ce défi, la Presse en Région le partage avec ses confrères des médias dits « traditionnels » - c’est-à-dire les médias créés à une époque où internet n’existait pas.

Des médias qui ont vu les piliers de leur modèle économique remis en cause et qui conduisent, depuis plus de dix ans, leur transformation par l’expérimentation permanente de solutions numériques innovantes, par l’accompagnement et la montée en compétence de leurs équipes et par des investissements technologiques massifs. Le modèle économique de la Presse se consolide peu à peu via des offres de contenus numériques adaptées aux nouveaux usages et modes de consommation.

### ***Des coûts de production, de structure et de transformation qui exigent une assise financière solide***

Confrontée à ces défis d’une ampleur inédite, la Presse Quotidienne en Région a consolidé ses structures capitalistiques pour se donner les moyens de conduire ses transformations dans des conditions économiques et sociales acceptables. Le mouvement de concentration des médias régionaux s’est imposé comme une nécessité économique – et non comme une quelconque volonté hégémonique des éditeurs de PQR.

Une nécessité car la Presse Quotidienne Régionale opère sa mutation avec le souci invariable d’informer au mieux le lecteur par la diffusion d’une information politique et générale de qualité, exigeante professionnellement et économiquement. Cette information au plus près du lecteur est assurée par le travail de 6000 journalistes et par l’implantation des outils et structures d’impression et de distribution, au cœur des territoires. Une chaîne de production et de diffusion de l’information construite au fil des années par les éditeurs, qui en assument les coûts et en assurent la transition.

<sup>1</sup> Sources : ACPM et Médiamétrie/NetRatings, 2016

<sup>2</sup> Etude Deloitte 2016, source : ACPM One Global 2016 et DGMIC

A ce titre, laisser entendre que la PQR ne ferait pas de place aux reportages et aux enquêtes dans ses colonnes, c'est faire injure aux 6000 journalistes de nos rédactions qui, chaque jour, couvrent l'actualité de leur région, s'intéressent à la vie - économique, politique, culturelle, associative, sociale, professionnelle, etc.- des Français et la retranscrivent dans plus de 32 000 articles quotidiens.

### ***Le pluralisme de la Presse : un objectif partagé, des structures et des modèles économiques divers***

Que l'émergence de nouveaux médias soit difficile est un fait incontestable. La Presse Quotidienne en Région n'a de cesse de rappeler que la production de l'information a un coût, qu'elle doit être encouragée, rémunérée à sa juste valeur et que les journaux doivent pouvoir travailler dans un cadre législatif et réglementaire stable et prévisible.

Il est toutefois illusoire et peu souhaitable d'envisager la mise en place d'un cadre et d'un soutien public uniformes pour tous les acteurs, tel que le réclame le SPIIL. Comment imaginer une action monolithique de l'Etat face à l'hétérogénéité des entreprises qu'il soutient ? *A fortiori* s'agissant d'une hétérogénéité inhérente au pluralisme de l'information.

Les nouveaux acteurs de l'information – jeunes entreprises, petites structures agiles et « digital native » - présentent des caractéristiques économiques et sociales radicalement différentes de celles de leurs confrères de la PQR – implantation historique, effectifs significatifs et formés, activités print et web, structures de fabrication et de distribution intégrées.

Les jeunes médias locaux ont principalement besoin d'un accompagnement à l'émergence et à la pérennisation de leurs structures. C'est l'objet des derniers dispositifs d'aides mis en place par le Ministère de la Culture.

Les éditeurs de Presse dite « traditionnelle » font face, quant à eux, à des enjeux de mutation. L'accompagnement de leur transformation passe par un appui à l'innovation technologique et aux projets digitaux, dont bénéficient à la fois pure-players et médias dits « traditionnels », mais aussi par un soutien aux structures de distribution et d'impression : si sa diffusion et son chiffre d'affaires numériques sont en progression constante<sup>3</sup>, la Presse Quotidienne en Région finance en parallèle son activité imprimée<sup>4</sup> et les investissements dans sa transition numérique.

Partant de ces constats, la neutralité des supports que le SPIIL appelle de ses vœux pour l'orientation des soutiens publics apparaît comme une gageure. Contrairement à ce que relaie le communiqué « Presse locale : sauver le pluralisme », la Cour des Comptes n'a pas soutenu l'idée d'une neutralité des supports dans son dernier rapport relatif aux aides à la Presse. La recommandation de la Cour à laquelle il est fait référence porte sur la création d'une aide à l'exemplaire pour la distribution physique de la Presse, réforme que l'UPREG appelle de ses vœux depuis de nombreuses années. Une façon pour la Cour des Comptes de rappeler la nécessité d'un soutien à la distribution des publications imprimées, sans que cela ne remette en cause la pertinence d'un soutien à l'émergence, à la consolidation des nouveaux acteurs et à la transition numérique.

Opposer les médias ne sert ni le lecteur, ni le pluralisme de l'information, ni le lien social dont les journaux locaux sont les premiers acteurs et promoteurs.

---

<sup>3</sup> Chiffre d'affaires numérique : +31% entre 2013 et 2016 ; Diffusion numérique : +40% en un an (source : UPREG, enquête annuelle, et ACPM)

<sup>4</sup> Le chiffre d'affaires imprimé représente plus de 95% du chiffre d'affaires total (source : UPREG, enquête annuelle)